

LA DIPLOMATIE POLONAISE LORS DES INSURRECTIONS NATIONALES DE 1794 ET 1830/31 VUE PAR L'HISTORIOGRAPHIE POLONAISE DU XX^e SIECLE

MARGUERITE J. WILLAUME

(Lublin, UMCS)

En abordant la question de la diplomatie polonaise du temps des soulèvements nationaux, nous nous devons d'abord préciser qu'aucun débat sensé ne serait possible si l'on ne prenait en compte qu'une des parties engagées – polonaise ou celle des pays européens (y compris les puissances occupantes) – sachant qu'à cette époque, chacune menait habituellement une activité fort animée. La diplomatie – art difficile de négociations et de multiples entretiens entre les parties intéressées, n'apporte pas toujours les résultats escomptés. Au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, dans la majorité des pays, non seulement européens, séjournaient nombre d'émissaires qui représentaient les intérêts de leur principauté ou royaume respectifs. Il en allait de même avec la République de Pologne qui, ayant subi les partages de 1772 et 1793, continuait sa propre politique et disposait de ses représentants dans les plus importantes capitales de l'Europe et en Turquie. De même, des diplomates étrangers étaient établis à Varsovie, s'intéressant particulièrement aux travaux de la Diète de quatre ans, aux réformes de l'Etat qu'elle a réussi à introduire, ainsi qu'au vote – en 1791 – d'une nouvelle constitution polonaise, moderne pour son époque. Au moment où la Pologne a perdu son indépendance en 1795, les diplomates ont quitté Varsovie, mais cela ne signifiait pas pour autant que la partie progressiste de la société n'allait pas chercher à recouvrer la souveraineté de son Etat; les insurrections de novembre 1830/31 et de janvier 1863 en furent une preuve.

Toutes ces questions ont été largement discutées par les historiens polonais des XIX^e et XX^e siècles, et le discours scientifique, qui a continué durant de longues années, n'était pas toujours libre d'émotions. Il n'en reste pas moins vrai que l'histoire de la diplomatie au cours de ces événements a fait couler beaucoup d'encre¹.

¹ La littérature relative à la question des insurrections nationales, dont celle de Kościuszko et de novembre, est extrêmement abondante. Nous nous limitons ici à n'indiquer que les auteurs qui ont fait une synthèse des travaux de recherche partielles. V. entre autres W. Tokarz, *Insurrekcja Warszawska 17 i 18 kwietnia 1794 roku (Insurrection de Varsovie des 17 et 18 avril 1794)*, Varsovie 1934; M. Kukiel, *Dzieje Polski porozbiorowe 1795–1921 (Histoire de la Pologne d'après les partages 1795–1921)*, Londres 1961; *Historia dyplomacji polskiej*, t. II, 1572–1795 (*Histoire de la diplomatie polonaise*, t. II, 1572–1795), sous la réd. de Z. Wójcik, Varsovie 1982; *Historia dyplomacji polskiej*,

Une deuxième remarque préalable s'impose: l'activité des diplomates polonais et étrangers en 1794, époque où la République de Pologne jouissait encore d'un statut d'Etat indépendant, était fondamentalement différente de celle menée au Royaume de Pologne. Celui-ci a été fondé en 1815 en vertu des dispositions du congrès de Vienne et le tsar de Russie y faisait office de roi. S'il était naturellement difficile de parler alors de diplomatie polonaise indépendante, les différents gouvernements insurrectionnels poursuivaient en leur nom des négociations plus ou moins formelles avec des premiers ministres, des députés et d'autres représentants de pays européens.

Tous les soulèvements organisés sur les terres polonaises aux XVIII^e et XIX^e siècles ont échoué. Cependant, si la Nation polonaise n'avait pas regagné l'indépendance de son Etat, elle ne s'était pas pour autant laissé oublier par l'Europe.

L'INSURRECTION DE KOŚCIUSZKO – 1794

La formation, en 1792, de la Confédération de Targowica, dont les membres s'étaient fixé pour principal objectif de supprimer toute institution et loi instaurées en vertu de la Constitution du 3 mai et qui avait provoqué l'entrée quasi immédiate des armées russes sur le territoire polonais, a touché au vif le camp progressiste. Le 24 juillet 1792, ce dernier s'est senti trahi par le roi Stanislas Auguste Poniatowski lorsque le monarque a communiqué à l'envoyé russe Yakov Boulghakov son consentement à accéder à la confédération, faisant cesser, dès le lendemain, les actions militaires de la guerre polono-russe. Cette décision a amené le prince Józef Poniatowski et Tadeusz Kościuszko à donner leur démission en signe de protestation. Ont également renoncé à leurs fonctions Stanisław Małachowski, président de la Diète, et Ignacy Potocki, réformateur modéré de la vie politique en Pologne. Peu de temps après, le 22 août 1793, lors de l'assemblée de la Diète à Grodno, a été signé un traité avec la Russie qui prenait possession d'une vaste partie de la Pologne orientale. En septembre de la même année, la ville de Grodno a vu signer un traité de cession semblable avec la Prusse lui donnant droit à 57 mille km² de terres. Suite à ce partage, il ne restait plus à la Pologne qu'une bande de terre traversant le centre du pays depuis la Baltique (Lipawa) au nord jusqu'à Lublin et Cracovie au sud. Les réformateurs, partis en émigration à Dresde, étaient convaincus que seul

t.III, 1795–1918 (*Histoire de la diplomatie polonaise, t. III, 1795–1918*), sous la réd. de L. Bazyłow, Varsovie 1982; S. Kieniewicz, A. Zahorski, W. Zajewski, *Trzy powstania narodowe kościuszkowskie, listopadowe, styczniowe (Trois insurrections nationales – celles de Kościuszko, novembre et janvier)*, sous la réd. de W. Zajewski, Varsovie 1992; W. Zajewski, *Powstanie listopadowe 1830–1831. Polityka-Wojna-Dyplomacja (L'insurrection de novembre 1830–1831. Politique-Guerre-Diplomatie)*, Toruń 2002; *Powstanie listopadowe 1830–1831. Geneza-uwarunkowania-bilans-porównania (L'insurrection de novembre 1830–1831. Génèse-conditions-bilan-comparaisons)*, sous la réd. de J. Skowronek i M. Żmigrodzka, Ossolineum 1983; *Powstanie listopadowe 1830–1831. Dzieje wewnętrzne-Militaria-Europa wobec powstania (L'insurrection de novembre 1830–1831. Histoire interne-Militaria-Europe face à l'insurrection)*, sous la réd. de W. Zajewski, Varsovie 1990; J. Skowronek, *Adam Jerzy Czartoryski 1770–1861*, Varsovie 1994.

un soulèvement national pouvait sauver la République. Cette logique était loin d'être conforme à la conjoncture européenne: en effet, en avril 1792, la France révolutionnaire avait déclaré la guerre à l'Autriche, bientôt rejointe par la Prusse et, après l'exécution du roi Louis XVI en janvier 1793, par l'Angleterre, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Sardaigne et Naples. Seule la Russie, fortement engagée en Orient dans la guerre contre la Turquie, ne s'était pas jointe à la coalition antifrançaise; le traité de paix russo-turc, fraîchement signé (en janvier 1792) à Iassi, faisait que la Russie était plutôt intéressée par l'annexion de nouveaux territoires polonais et la soumission de ce qui restait après les partages de la République de Pologne².

L'idée d'engager un combat armé contre les forces d'occupation, en l'occurrence essentiellement la Russie, germait au sein de l'émigration polonaise. L'ambassadeur français à Varsovie, M. L. Descorches de Sainte Croix [Descorches]³, qui avait manifesté son soutien aux Polonais avant même l'assemblée de Grodno, soulignait des ressemblances dans la situation militaire de la France et de la Pologne, toutes les deux soumises aux attaques extérieures des opposants à tout changement. Une fois parti de Pologne, il est resté en contact permanent avec Ignacy Potocki par l'intermédiaire de Piotr Parandier, secrétaire de ce dernier. En effet, la nouvelle mission d'ambassadeur de M. Descorches à Istanbul favorisait le transfert d'information entre les Polonais et le diplomate français.

La France était le premier pays auquel les opposants ont demandé de l'aide. La tâche a été confiée à Tadeusz Kościuszko, héros de la guerre d'indépendance des colonies anglaises et citoyen d'honneur de la France, titre qui lui a été décerné par l'Assemblée Nationale en août 1792, le faisant mieux connaître à l'opinion publique française. À partir de janvier 1793, Kościuszko a entamé des pourparlers avec les représentants des autorités françaises, dont le ministre des affaires étrangères Ch. Fr. Lebrun. Il leur a entre autres soumis un mémorial dans lequel la partie polonaise promettait de procéder à des réformes radicales en vue d'imprégner le futur régime politique de la Pologne des idées modernes mises en œuvre en France. Les auteurs du mémorial allaient dans leurs projets de réformes profondes jusqu'à promettre la suppression du pouvoir royal et ecclésiastique, l'attribution des droits de citoyen à ceux qui allaient s'acquitter de leurs impôts, etc. Ce document devait faciliter les négociations d'aide financière de la France à la République de Pologne qui avait besoin de forces armées afin de faire face aux pays occupants. Kościuszko demandait à la France un soutien d'un montant de 30 millions de zlotys, «des armes pour 100 mille insurgés, l'envoi de la flotte française sur les mers Baltique et Noire et l'incitation de la Turquie à entrer en

² V. J. Michalski, *Dyplomacja polska w latach 1764–1795 (La diplomatie polonaise dans les années 1764–1795) in: Historia dyplomacji polskiej*, t. II, pp. 650–651.

³ La littérature polonaise spécialisée a adopté l'orthographe «Descorches», alors que dans les documents français, on trouve aussi la forme «d'Escorches». Envoyé bientôt en Turquie, le diplomate y a demeuré en qualité d'ambassadeur jusqu'en 1795 manifestant sa bienveillance à l'égard de l'insurrection.

guerre»⁴. En France, ces déclarations et requêtes ont été accueillies avec beaucoup de scepticisme, d'autant que les jacobins, dominant la vie politique du pays, critiquaient sans embages les propositions de transformations du régime en Pologne. Ni Robespierre, ni Danton, ni à plus forte raison Saint-Just ne voyaient en quoi leur soutien de l'insurrection polonaise pourrait être bénéfique à la France; qui plus est, ils trouvaient que les transformations politiques en Pologne n'étaient pas assez radicales, ce qui conditionnait sensiblement leur estimation négative d'une éventuelle aide au projet d'insurrection. Comme cela était facile à prévoir, la mission de Kościuszko n'a apporté aucun résultat palpable, car – pour citer l'opinion de Tadeusz Korzon – «notre Commandant, ... ne voulait pas se lier aux jacobins»⁵. Ignacy Potocki n'a pas renoncé pour autant à tenter de gagner la sympathie de la France; l'appui des autorités françaises et l'éventuel nouveau conflit russo-turc pouvaient en effet être décisifs pour la réussite de la révolte contre la Russie. Aussi, la mission suivante a-t-elle été confiée à Franciszek Barss, avocat varsovien et envoyé de l'émigration de Dresde, puis des insurgés, séjournant à Paris depuis février 1794. A Paris, c'était une personnalité importante en terme d'activité diplomatique: fin diplomate, dit A. Zahorski, «qui soumettait aux autorités françaises des rapports et requérait de l'argent, quoique l'accueil qu'il rencontrait fût pour le moins dépourvu de bienveillance»⁶. D'après H. Kołłątaj, Robespierre aurait dit, en réaction à ses démarches: «que les Polonais commencent et la France essaiera de faire en sorte que toute aide leur tombe à flots»⁷. Cette remarque sarcastique résultait peut-être de la distance que Robespierre manifestait à l'égard des représentants des insurgés polonais; n'ayant lui-même aucune connaissance des pays européens, il n'était pas en état de comprendre les problèmes des Polonais⁸. En même temps, alors que les diplomates étrangers en poste à Varsovie informaient leurs autorités de la montée des attitudes radicales dans la société polonaise et du grand intérêt de celle-ci pour la lutte que les Français menaient contre les armées ennemies, l'envoyé russe de St-Pétersbourg Jacob Sievers, inquiet, écrivait comme suit: «... il est de ces Polonais lâches, traîtres de leur patrie, qui n'hésitent pas à amener le gouvernement du Royaume de Pologne composé de rebelles impies et à en solliciter le soutien en vue d'attirer sur la Pologne le fléau sanglant d'une guerre civile...»⁹. Sievers n'était pas le seul à être au courant des démarches polonaises visant à intéresser les Français à la guerre contre la Russie. Le représentant prussien à Varsovie, Ludwig Buchholtz,

⁴ *Ibid.*, pp. 652–653.

⁵ [d'après] H. Kocój, *Francja wobec powstania kościuszkowskiego w świetle relacji dyplomatów pruskich (La France et l'insurrection de Kościuszko à la lumière des relations des diplomates prussiens)*, Cracovie 2005, p. 9.

⁶ A. Zahorski, *Powstanie kościuszkowskie 1794 (L'insurrection de Kościuszko 1794)* [in:] S. Kieniewicz, A. Zahorski, W. Zajewski, *Trzy powstania narodowe, (Trois soulèvements nationaux)* p. 101.

⁷ J. Michalski, *Dyplomacja polska w latach 1764–1795*, in: *Historia dyplomacji polskiej (La diplomatie polonaise dans les années 1764–1795)* in: *Historia dyplomacji polskiej*, t.II, p. 653.

⁸ Il s'agit là d'une thèse de l'historien français J.Godechot [d'après:] H. Kocój, *Francja*, p. 14.

⁹ *Ibidem*, p. 41. Les informations sur la vulgarisation des idées de la France révolutionnaire fournissaient entre autres les représentants de la mission française, tel J. A. Bonneau, l'émissaire de la Suède – Johan Ch. Toll, ainsi que l'envoyé prussien – Buchholtz, *ib.*, pp. 41–42.

en contact permanent avec le roi Frédéric-Guillaume II de Prusse, en automne 1793, communiquait à celui-ci l'importance qu'avaient prise à Varsovie les Français succédant à d'Escorches et le mécontentement que cette situation allait immanquablement susciter auprès de la Russie. Il informait également son monarque de l'entretien de d'Escorches avec Reiss Effendi lors duquel le Français avait cherché à persuader ce dernier de violer la paix avec la Russie. Il est clair que, si ce plan avait réussi, cela aurait affaibli les actions militaires contre la France. Une fois l'insurrection commencée, en 1794, Buchholtz maintenait sa conviction qu'une nouvelle guerre russo-turque était toujours possible: «...le général Pistor part en peu de temps pour Liebau, le quartier général du prince Dolgorouki.... Il croit lui-même que la guerre aura lieu. On suppose que les intrigues de Descorches et l'argent de France ont produit un changement en Turquie, et que la Russie ne se croit ou ne veut pas se croire en sécurité contre une attaque de la Porte....»¹⁰. Toutes ces relations ne basaient que sur des suppositions et des hypothèses concernant p.ex. les déplacements des armées russes. La Russie, qui venait de conclure la paix avec la Turquie, n'envisageait aucunement d'entrer en conflit armé. De même, cette dernière, incitée par la France, n'y voyait non plus aucun profit pour elle. Cet état de choses s'est maintenu après que l'insurrection avait éclaté.

Suite à l'assemblée de la Diète à Grodno et au deuxième partage, la partie polonaise ne disposait plus que d'un nombre réduit de diplomates à l'étranger. J. Michalski souligne le fait que seul dans quelques villes européennes, il y avait des postes d'un rang inférieur. Sur cette liste, qui comprenait St-Petersbourg, Berlin, Vienne, Londres, La Haye, Rome et Venise, il manquait des villes comme Paris, Istanbul ou Dresde, ce qui diminuait considérablement les chances de la diplomatie polonaise. En effet, là où les représentants polonais étaient absents, c'étaient les diplomates russes qui en prenaient le relais¹¹. Les affaires étrangères étaient du ressort d'Ignacy Potocki (1750–1809) qui s'en était occupé aussi du temps de la Diète de 4 ans. Au sein du Conseil provisoire du Duché de Masovie, devenu ensuite Conseil National Suprême, Potocki dirigeait le secteur diplomatique dont J. Michalski présente exhaustivement la structure et l'équipe. C'était le Conseil provisoire qui avait envoyé Fr. Barss et P. Parandier en mission à Paris. La majorité des lettres échangées ou des démarches diplomatiques effectuées visaient à soutenir l'insurrection. Toutefois, ces efforts se sont finalement avérés d'une efficacité médiocre, de sorte qu'une fois l'insurrection échouée et les combats définitivement arrêtés, le 22 novembre, I. Potocki a informé tous les postes que le Secteur allait cesser ses travaux¹².

¹⁰ On le voit dans la lettre de Buchholtz adressée à Frédéric-Guillaume II le 26 février 1794, et publiée par H. Kocój, V. *Ibidem*, p. 140, pp. 45–48. Le représentant prussien a consacré plusieurs rapports au conflit russo-turc. Que la tension fût grande, en témoignent aussi les rapports de l'envoyé prussien à St-Petersbourg, Leopold Goltz, parvenus à Frédéric-Guillaume II, en particulier les lettres des 1^{er}–13 mai et 5–16 mai 1794. V. *Ibid.*, p. 47; id., *Prusy wobec powstania kościuszkowskiego (La Prusse et l'insurrection de Kościuszko)*, Cracovie 2002, pp. 116, 118.

¹¹ J. Michalski, *Dyplomacja polska w latach 1764–1795*, in: *Historia dyplomacji polskiej (La diplomatie polonaise dans les années 1764–1795)*, t. II, pp. 689–690.

¹² *Ibidem*, p. 691; *Trzy powstania (Trois soulèvements)*, p. 103–104.

Aux yeux d'I. Potocki, qui exerçait une influence considérable sur l'orientation de la politique polonaise du temps de Dresde et de l'insurrection, le principal ennemi des Polonais était la Russie, ce que semblent confirmer toutes les instructions et démarches du Secteur. En même temps, le diplomate faisait preuve d'un libéralisme nettement plus poussé à l'égard de l'Autriche¹³ et même de la Prusse. C'était particulièrement l'Autriche qui, pour ne pas avoir participé au deuxième partage de la République de Pologne, lui semblait incapable d'y prendre part à nouveau. Aussi, les représentants des autres pays d'occupation ont-ils exigé de l'Autriche un démenti; au début d'avril 1794, Igelström et Buchholtz ont interpellé à ce sujet l'ambassadeur autrichien Benoît de Caché lui demandant une déclaration de la part de la cour autrichienne¹⁴.

Dans le feu des combats, les insurgés avaient du mal à relever les nuances dans la politique de l'Autriche et de la Prusse par rapport à la Pologne, d'autant que les diplomates de ces deux pays résidant à Varsovie et à St-Petersbourg s'employaient à occulter l'attitude du roi Frédéric-Guillaume II et celle de l'empereur François I^{er}. En réalité, les deux parties rivalisaient en cachette de manière à gagner chacune le maximum de territoires partagés. En présentant la correspondance de H. Buchholtz échangée avec le roi de Prusse, H. Kocój rappelle que «[ce premier] s'est montré comme un fervent partisan d'une stricte coopération - tant militaire que diplomatique - entre la Prusse et la Russie, et d'un partage définitif de la Pologne...». «Il faut reconnaître - poursuit Kocój - que si l'envoyé prussien avait dans une certaine mesure anticipé le moment de l'insurrection, il n'avait su en estimer ni la force, ni les conséquences»¹⁵. Avec le temps, cette collaboration prusso-russe devenait de plus en plus forte, alors que les Polonais proposaient, par l'intermédiaire de Buchholtz, «d'adopter le principe de neutralité à l'égard de la Prusse en échange d'une garantie de celle-ci que les armées russes ne pourraient pas y trouver d'abri»¹⁶. Le roi de Prusse y a réagi en envoyant une dépêche à Varsovie: «... la proposition hardie et insidieuse que le comte Dzieduszycki a osé vous faire pour m'offrir une prétendue neutralité en faveur de mes troupes, à condition que je refuse tout asile dans mes états à celles de l'Impératrice...»¹⁷.

La diplomatie des insurgés n'avait pas une aussi bonne organisation que les ambassades des pays européens, pas plus qu'elle n'était un bon partenaire non

¹³ V. entre autres. H. Kocój, *Powstanie kościuszkowskie w świetle relacji z Warszawy posła austriackiego do kanclerza Johanna Amadeusa Thuguta z 1794 roku (L'Insurrection de Kościusko à la lumière des relations de l'émissaire autrichien envoyées au chancelier Johann Amadeus Thugut en 1794)*, Varsovie 2009, p. 10, où l'auteur cite l'opinion de M.Kukiel à ce sujet.

¹⁴ Buchholtz écrivait comme suit: „Le sieur de Caché n'a pas hésité de la donner dans les termes les plus clairs, et les plus précis”, *ibidem*, p. 37.

¹⁵ H. Kocój, *Relacje posła pruskiego Ludwiga Buchholtza o insurekcji kościuszkowskiej (Les relations de l'envoyé prussien Ludwig Buchholtz au sujet de l'insurrection de Kościusko)*, Cracovie 2004, p. 18; il est intéressant de lire l'instruction que Frédéric-Guillaume II a adressée à Buchholtz le 10 janvier 1794 où le monarque lui recommandait de suivre avec attention les démarches du dernier représentant russe en Pologne - O.A. Igelström, *ibid.*, pp. 19, 34, 21-22.

¹⁶ *Ibidem*, p. 24.

¹⁷ *Ibidem*, p. 40.

seulement pour les diplomates des puissances d'occupation, mais aussi pour des pays comme la France ou l'Angleterre. L'initiative était du côté de l'Autriche, la Russie et la Prusse. Cette dernière, afin de ne pas manquer le troisième partage de la République de Pologne, a signé en 1795 un traité de paix avec la France, à Bâle. De même, l'Autriche cherchait à ne pas se trouver hors jeu, sachant que le principal rôle revenait à la Russie.

L'INSURRECTION DE NOVEMBRE 1830/31

Les années 20 et 30 du XIX^e siècle étaient une époque de grands bouleversements en Europe. Les dispositions du congrès de Vienne, qui se voulaient entre autres d'atténuer tous changements révolutionnaires, ont échoué. Malgré la mise en place de forces d'intervention communes, qui servaient aux monarchies de la Sainte Alliance à réprimer les émeutes dirigées contre le pouvoir en place, les *Trois Glorieuses* à Paris (27–29 juillet 1830) ont fortement ébranlé cet édifice. Les *Trois Glorieuses* ont déclenché une nouvelle révolution française qui a, par la suite, entraîné d'autres peuples dans la lutte pour l'indépendance. Les Belges ont commencé en août 1830 et, le 4 octobre, ils ont proclamé leur indépendance. La tension en Europe était grande. La Russie, un des principaux acteurs de la Sainte Alliance, qui s'était abstenue d'intervenir lors du soulèvement en Grèce en 1821, 8 ans plus tard signait à Andrinople un traité de paix avec la Turquie, mettant fin à la guerre. Ainsi, les Grecs ont-ils eu une chance de gagner leur indépendance qu'ils ont finalement obtenue en 1832. Libre de ses engagements à l'Est, le tsar Nicolas I^{er} envisageait une intervention militaire contre la Belgique, de crainte de voir les idées révolutionnaires se déverser sur l'Europe. A cet effet, il a mobilisé non seulement les soldats russes, mais aussi ceux du Royaume de Pologne, provoquant ainsi des émeutes spontanées à Varsovie dirigées par les élèves de l'École des aspirants d'infanterie. La nuit du 29 au 30 novembre 1830, un nouveau soulèvement a commencé. Sur l'initiative de Franciszek Ksawery Lubecki, ministre du Trésor extrêmement influent, a été convoqué le Conseil d'Administration auquel on a introduit de nouveaux membres, dont les princes Adam J. Czartoryski, Michał Radziwiłł, Joachim Lelewel, Ludwik Pac, Julian U. Niemcewicz, ainsi que le général Józef Chłopicki, un commandant fort populaire à Varsovie¹⁸. A. Zahorski, un historien éminent, se demande si ces premiers changements – assez modérés encore – au sein du Conseil et les premières démarches diplomatiques de ces représentants d'un pouvoir toujours légal étaient véritablement d'une grande importance, vu que le Royaume de Pologne ne menait pas sa propre politique ni n'avait de représentation diplomatique dans d'autres pays d'Europe. Et de conclure d'une manière plutôt formelle, affirmant que les premières démarches de Lubecki, pas plus que celles de

¹⁸ V. *Trzy powstania... (Trois soulèvements...)*, p. 179; A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej*, t. III., p. 160.

Chłopicki, n'avaient pas de caractère diplomatique. D'après Lubecki, très légaliste, la plus importante tâche des Polonais après le commencement de l'insurrection était d'envoyer dans les capitales européennes des agents diplomatiques polonais qui, d'un côté, devaient expliquer la situation politique et militaire au Royaume de Pologne et, de l'autre, chercher à se faire aider dans les pourparlers avec le tsar Nicolas. Aussi, s'est-il lui-même rendu en décembre à St-Pétersbourg où, par le biais d'un entretien direct, il voulait trouver une solution pacifiste à la situation. Il est clair que le tsar n'avait aucune intention de discuter et demandait à être le seul à accorder ou à retirer ses bonnes grâces. Zahorski souligne le courage de Lubecki lorsque celui-ci a déclaré que l'attitude du tsar était inacceptable pour les Polonais. Sz. Askenazy va plus loin en écrivant entre autres que «le compte rendu public [de Lubecki] était cette fois aussi sage que pertinent»¹⁹. Par conséquent, même si ce n'était pas une action strictement diplomatique, l'intention de Lubecki prouvait que la décision du Conseil d'Administration à l'égard de l'empereur russe avait été prise de façon tout à fait autonome²⁰.

Le Gouvernement National, dirigé par le prince Adam Jerzy Czartoryski, d'une part, et le dictateur du soulèvement, le général J. Chłopicki, de l'autre, ont ouvert le 3 décembre 1830 un nouveau chapitre dans l'histoire de l'insurrection. A la demande de ce dernier, le Gouvernement a été dissous faisant place au Conseil National Suprême. Une nouvelle fois, c'est le prince A. J. Czartoryski qui s'est vu confier la fonction de premier ministre et la direction du secteur des affaires diplomatiques et organiques. La question de gouvernement a continué à faire l'objet des débats de la Diète encore en janvier 1831, alors que Chłopicki avait été définitivement démissionné. On est alors de nouveau revenu à la conception de Gouvernement National formé de 5 personnes, dont 3 habilitées à prendre les décisions. Le prince Czartoryski en a gardé la direction tout en conservant ses compétences d'avant, c'est-à-dire celles de premier ministre et de directeur du Secteur des Affaires Etrangères. Nul ne doutait de ses capacités ni de l'étendue de ses connections dans le monde de la politique et de la diplomatie. Le prince n'a pas tardé à mettre en place les services diplomatiques de Pologne. J. Skowronek évoque que Czartoryski dirigeait son secteur sans se soucier de concerter les détails de sa politique étrangère au sein du gouvernement, «sans le contrôle de la Diète (jusqu'en mai 1831), et en même temps, sans assumer la responsabilité de ses actions en tant que membre du gouvernement»²¹. Ce gouvernement, alors que le premier ministre et ses membres avaient changé en août 1831, «était, à la différence de toutes les autres instances directrices des soulèvements nationaux qui ont suivi, un organisme constitutionnel appelé à continuer la fiction antérieure du légalisme... Comparé à d'autres autorités centrales, en particulier la Diète et le commandement suprême, le Gouvernement National se distinguait par un dynamisme d'action considérable et une plus grande

¹⁹ *Ibidem*, pp. 161–162.

²⁰ *Ibidem*, p. 162.

²¹ J. Skowronek, *Rząd Narodowy (Gouvernement National)*, in: *Powstanie listopadowe 1830–1831. Dzieje wewnętrzne. Militaria. Europa wobec powstania*, p. 115.

capacité de prendre en compte les revendications et les espérances de la partie patriotique de l'opinion publique»²².

Le prince Czartoryski avait deux objectifs majeurs. D'abord, il voulait tester l'attitude de la Prusse et de l'Autriche quant à la situation existante, espérant probablement que la Prusse resterait neutre et que l'Autriche garderait son comportement bienveillant à l'égard des insurgés. Il pensait également que la France et l'Angleterre, en pleine discussion au sein du comité des cinq puissances sur la question de l'indépendance de la Belgique, auraient une influence sur les décisions politiques et militaires de la Russie quant à un soulèvement armé au Royaume de Pologne. Telle était en gros la vision de la politique courante; il faut bien reconnaître qu'elle ne différait guère de celle des années précédant le dernier partage de la Pologne.

En effet, le général J. Chłopicki déjà avait décidé de prévenir l'ambassadeur prussien à Varsovie, J. Schmidt, que les unités militaires polonaises n'entreraient pas sur le territoire de la Prusse. Cette décision avait été favorablement accueillie, car les autorités prussiennes craignaient que l'insurrection au Royaume ne s'étende au Grand Duché de Poznań²³. Chłopicki et le prince Czartoryski avaient décidé de commun accord de confier au général Karol Kniaziewicz qui résidait à Dresde la mission de vérifier si Frédéric-Guillaume III, par ailleurs le beau-père du tsar Nicolas I^{er}, n'accepterait pas de faire l'intermédiaire dans les pourparlers entre les Polonais et le monarque russe. A ce propos, Kniaziewicz avait obtenu une réponse officielle négative du comte Bernstorff, ministre des affaires étrangères prussien. De surcroît, il était évident que la Prusse allait soutenir la Russie dans ses actions et qu'elle n'adopterait pas la neutralité par rapport au soulèvement polonais, de même que l'Autriche ne l'avait pas fait non plus de *facto*. Le prince Czartoryski avait délégué le comte Edward Raczyński²⁴ à Berlin où il devait rencontrer Edward A. Koźmian et Antoni Radziwiłł. Grâce à cet entretien, Raczyński avait compris que la Prusse ne consentirait jamais à jouer une mission de médiation entre la Pologne et la Russie. Comme le remarque à juste titre A. Zahorski dans son *Histoire de la diplomatie polonaise*, Czartoryski s'était ainsi assuré que les Polonais ne pouvaient compter de la part de la Prusse sur aucun geste de bienveillance²⁵. Pourtant, en tant que responsable du secteur des affaires étrangères, il a trouvé utile d'envoyer à

²² *Ibidem*, p. 119.

²³ A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej*, t. III, s. 166; H. Kocój, *Władze pruskie wobec powstania listopadowego, (Les autorités prussiennes et l'insurrection de novembre)*, in: *Powstanie listopadowe 1830–1831...*, p. 484; l'auteur fait remarquer avec justesse ce qui suit: «A Berlin, on croyait fort qu'en cas de succès militaires des insurgés polonais contre la Russie, les revendications polonaises de recouvrement des territoires occupés par la Prusse se fortifieraient davantage». V. aussi H. Kocój, *Prusy i Niemcy wobec powstania listopadowego (La Prusse et l'Allemagne face à l'insurrection de novembre)*, Cracovie, 2001, p. 17, *passim*.

²⁴ *Ibidem*, pp. 74–75.

²⁵ A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)* in: *Historia dyplomacji polskiej*, t. III, p. 167 n.

Berlin deux diplomates polonais en dépit de leur statut informel: Tadeusz Mostowski, ancien ministre des affaires intérieures, et Wojciech Grzymała. D'après H. Kocój, c'étaient les deux seules personnes - tout particulièrement Mostowski - susceptibles d'obtenir le passeport délivré par le consul prussien Schmidt²⁶. Czartoryski avait muni Mostowski d'une instruction qui reprenait les revendications polonaises, déjà formulées auparavant, ainsi qu'une demande de ne pas entraver les contacts du Royaume de Pologne avec l'étranger. La mission polonaise était également chargée d'engager - de façon informelle - des pourparlers avec l'ambassadeur français à Berlin²⁷. Tous les desiderata de Varsovie ne pouvaient pas être réalisés à Berlin, un des obstacles étant indubitablement le caractère informel de la mission de Mostowski et Grzymała. Les émissaires polonais étaient surveillés de près par la police, ce qui empêchait leurs contacts avec les diplomates d'autres pays en poste à Berlin. En même temps, la Prusse se montrait hostile par rapport aux événements en cours au Royaume de Pologne, et mobilisait ses armées tout en étanchant les frontières polonaises.

En ce qui concerne l'Autriche, autre pays d'occupation, la situation diplomatique était différente. Bien que le baron von Oechsner, ambassadeur autrichien, ait obtenu du Gouvernement National les mêmes assurances sur la non violation des frontières que la Prusse, le prince A. J. Czartoryski comptait que les autorités autrichiennes témoigneraient aux insurgés plus de compréhension et de soutien sur la scène européenne. Ses attentes n'étaient pas illusoires dans la mesure où l'Autriche appréhendait l'expansion territoriale russe en l'Europe centrale et de l'Est et observait avec inquiétude la moindre démarche entreprise à cet effet. Comme en Prusse, les missions polonaises en Autriche avaient aussi un caractère informel. Le premier émissaire a été le prince Konstanty Czartoryski, le frère d'Adam Jerzy qui, de par sa position à Vienne, avait plus de facilités pour l'exécution de cette tâche. Il avait notamment accès au chancelier Metternich, ce qui lui a valu la permission de recevoir par la poste les lettres envoyées de Varsovie par le baron Oechsner, ambassadeur autrichien; en réalité, ainsi que le rappelle A. Zahorski, Metternich remettait au tsar des fragments sélectionnés de cette correspondance. Lorsque Konstanty Czartoryski a fait auprès du chancelier une demande de médiation, celui-ci a refusé²⁸. Ni le prince Adam Jerzy, ni son frère Konstanty ne s'étaient rendus compte que, face à l'insurrection organisée à Varsovie et à d'autres dangers guettant l'Autriche, Metternich ne souhaitait surtout pas envenimer les relations bilatérales entre son pays et la Russie.

²⁶ H. Kocój, *Prusy i Niemcy wobec powstania listopadowego... (Les Prussiens et les Allemands face à l'insurrection de novembre)*, p. 75.

²⁷ *Ibidem*, p. 76, le document cité par H. Kocój le précisait clairement: «Dans le dessein d'en prendre une exacte information et demander une médiation, on envoya vers la fin de Janvier un agent du Bureau diplomatique à Berlin pour avoir une entrevue avec l'ambassade française», *ib.*, s. 99.

²⁸ V. J. Dutkiewicz, *Austria wobec powstania listopadowego (L'Autriche face à l'insurrection de novembre)* in: *Powstanie listopadowe 1830-1831...*, p. 428, Cf. A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795-1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795-1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, pp. 170-171.

Incontestablement, le fait qui a beaucoup joué sur les rapports avec les pays européens était la résolution votée par la Diète le 25 décembre 1831 qui destituait le tsar de la royauté de Pologne. Cette résolution – évoque J. Dutkiewicz à juste titre – a eu une répercussion directe sur la diplomatie polonaise qui «a dû modifier en conséquence sa dialectique»²⁹. Face à cette nouvelle situation, Varsovie a délégué à Vienne un représentant informel du gouvernement insurrectionnel, Ludwik Jelski, le président de la Banque de Pologne. Il devait tenter d'obtenir un emprunt pour les autorités insurrectionnelles, preuve que Varsovie se faisait encore des illusions sur l'Autriche et son attitude modérément bienveillante à l'égard du soulèvement national polonais. En réalité, Jelski a été interné et les armées autrichiennes ont mobilisé leurs forces à proximité de la frontière du Royaume. Mais les espoirs n'avaient pas tari pour autant, si bien qu'un nouvel envoyé du Gouvernement National, Andrzej Zamoyski, s'est vu confier la mission de juger «comment l'Autriche pourrait recevoir nos émigrés». Le nouveau représentant du Gouvernement National suggérait de convoquer une conférence internationale analogue à celle qui s'était réunie à Londres au sujet de la Belgique. Après l'avoir écouté, Metternich lui a fait immédiatement quitter l'Autriche par l'intermédiaire de la police³⁰. Des pourparlers ont pourtant été poursuivis avec le gouverneur de Galicie, Auguste L. von Lobkovic, réputé pour sa bienveillance à l'égard de la Pologne. Leur objectif était de savoir s'il serait prêt à prendre part aux tractations avec le général Dybicz³¹. Une fois de plus, la réalité s'est montrée plus prosaïque. Lors des combats que l'unité du général Dwernicki menait contre les Russes en avril 1831, les soldats polonais ont été forcés à franchir la frontière autrichienne, en évitant ainsi des sanctions extrêmement sévères du côté de l'occupant russe. Le gouverneur Lobkovic avait beau prétendre qu'il fallait accueillir les soldats polonais «conformément à la loi internationale»; sous prétexte de son absence, on a désarmé et envoyé les officiers en Styrie et les commandants en Transylvanie. Tout compte fait cependant, les Polonais n'ont pas été vraiment internés, car les Autrichiens ne les empêchaient pas de s'enfuir. Il n'en est pas moins vrai que faire trouver aux Autrichiens une solution à cette situation est devenu – d'après J. Dutkiewicz – une des questions les plus importantes pour la diplomatie européenne de l'époque. Le tsar Nicolas I^{er} exigeait de renvoyer l'unité polonaise en entier sur le territoire du Royaume, alors que lord Henry Palmerson, qui avait ordonné une expertise de ce cas concret, en a conclu que «l'internement de l'unité de Dwernicki et la cession des armes aux Russes est une violation grave de la loi internationale». Par conséquent, l'Angleterre et, bientôt, la France, ont adressé à Vienne des notes de protestation. Dans sa réponse, Fr. Gentz a affirmé que «la neutralité ne pouvait être déclarée que par rapport à un pays reconnu comme souverain, alors que la Pologne n'était pas

²⁹ J. Dutkiewicz, *op. cit.*, p. 428.

³⁰ *Ibidem*, p. 431.

³¹ *Ibidem*, p. 430.

considérée comme telle»³². Cette réponse a suffi pour que Palmerson n'entreprenne plus aucune démarche en faveur des soldats polonais.

Quant à l'Autriche, elle n'a pris aucune décision claire au sujet des Polonais jusqu'à la fin de l'insurrection. Elle tenait plus, bien évidemment, à un éventuel agrandissement de son territoire aux dépens de la Russie, sans pour autant chercher à modifier les clauses du traité de Vienne qui, rappelons-le, ne laissait pas de place pour la Pologne libre.

Les dirigeants de l'insurrection n'ont pas cessé toutefois de compter sur les puissances occidentales – la France, où la révolution de juillet venait de prendre fin, et l'Angleterre qui était considérée comme une puissance par rapport à d'autres pays, notamment la Russie. Aussi, à peine l'insurrection commencée et le Gouvernement National mis sur pied, des représentants diplomatiques des autorités insurrectionnelles y ont-ils été envoyés.

Leon Sapieha, résidant à Paris, a été nommé le premier ambassadeur du Royaume de Pologne en France. Apparenté au prince A. J. Czartoryski, il a obtenu une entrevue avec le ministre des affaires étrangères Horace Sébastiani qui a laissé à son interlocuteur l'espoir de voir la France et l'Angleterre soutenir les démarches polonaises. Il se trouve que, dans le même temps, rappelle J. Dutkiewicz, le gouvernement français assurait la Russie du respect des principes élaborés pendant le congrès de Vienne³³. Aussi, lorsque Sapieha s'est trouvé à Londres, il a reçu une douche froide imminente, car personne n'était au courant des promesses françaises.

Pendant ce temps-là, Varsovie avait désigné Konstanty Wolicki comme nouvel ambassadeur à Paris. Cet industriel et propriétaire terrien s'est rendu en France à ses propres frais, muni d'une instruction détaillée³⁴. Conformément à ce document, il a eu deux rencontres avec le ministre Sébastiani, mais une fois de plus, elles se sont avérées totalement vaines. Face à ce manque d'intérêt du côté de la France, Wolicki a fondé à Paris le Comité Polonais à la tête duquel s'est trouvé le légendaire général Lafayette. Il espérait ainsi bénéficier de la sympathie que la société française manifestait à l'égard de la Pologne. Ce qui a fini par le désillusionner complètement était le débat qui s'était déroulé à la chambre des députés française les 15, 27 et 28 janvier 1831 autour de la question d'aide aux Polonais. Au printemps 1831, il a quitté Paris pour se rendre, en tant que particulier, à Istanbul³⁵. A Paris, il n'avait donc fait qu'une reconnaissance, sans obtenir de résultats tangibles de la part des milieux diplomatiques français. Pendant peu de temps, en février 1831, au moment du détronement du tsar Nicolas I^{er}, c'est Teodor Morawski qui a rempli la fonction de représentant polonais. Vu les circonstances, il a commencé par rendre visite à Sébastiani qui a déclaré que suite à la nouvelle situation, les affaires du Royaume de Pologne s'étaient fort compliquées. Et d'ajouter sans ambages qu'il

³² *Ibidem*, pp. 430–431.

³³ *Ibidem*, p. 439.

³⁴ Fragment pris dans *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1731) d'A. Zahorski*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 174.

³⁵ *Ibid.*; J. Dutkiewicz, *Powstanie listopadowe...* (*L'Insurrection de novembre...*), p. 439.

conseillait aux Polonais de ne plus compter désormais que sur eux-mêmes et non sur une aide extérieure. Le ministre français n'a pas changé d'avis jusqu'à l'échec de l'insurrection. Le 16 septembre 1831, devant l'assemblée nationale, il a prononcé cette célèbre phrase qui a tant bouleversé les Polonais: «L'ordre règne à Varsovie». Avant pourtant que cet incident n'ait eu lieu, le général A. Kniaziewicz et L. Plater s'étaient rendus en mission à Paris. Leur entreprise avait revêtu cette fois un caractère de mission polonaise à Paris. Son principal agent, Kniaziewicz, est d'abord allé s'entretenir avec Sébastiani, le 6 mars 1831. Comme les nouvelles de Pologne n'étaient pas bonnes, le ministre français des affaires étrangères a déclaré que l'insurrection polonaise prendrait bientôt fin. Deux jours plus tard, il offrait aux Polonais «un hébergement en France» et leur conseillait d'engager des négociations de capitulation³⁶. Les informations sur l'échec du soulèvement s'étant avérées prématurées, lors d'une nouvelle entrevue avec Kniaziewicz et Plater, le 16 mars 1831, Sébastiani a assuré les émissaires polonais: «Je ne vous dis pas de venir, mais quand vous viendrez, nous vous accueillerons»³⁷. Toujours au mois de mars, l'opposition parlementaire française a assez violemment critiqué les actions de son gouvernement. Dans son discours devant la chambre des députés, prononcé le 31 mars 1831, le général Lafayette, à la tête de l'opposition, a exigé que les Polonais soient reconnus comme une partie à part entière dans leur lutte contre les armées russes. A la fin d'août, un autre représentant du Gouvernement National, Ludwik Jelski, a entamé des pourparlers avec Sébastiani lui demandant un soutien pour la Pologne à hauteur de l'aide que l'année d'avant, la France avait apportée à la Belgique. Les difficiles négociations n'ont donné aucune solution sensée, si bien que Kniaziewicz, Plater et Jelski se sont décidés à fermer la mission polonaise. Finalement, ils y ont renoncé et, le 15 septembre 1831, ils ont adressé au gouvernement français une nouvelle note³⁸.

A. Zahorski nous fait remarquer que la mission polonaise à Paris comptait parmi les majeurs postes diplomatiques du Royaume de Pologne, supérieur à tous les autres postes polonais à l'étranger. Parmi ses collaborateurs, il y avait entre autres A. Grzymała, T. Morawski, L. Chodźko. Brykczyński, qui faisait partie du personnel permanent, avait à ses côtés deux copistes français. Soucieux de la propagande pro-insurrectionnelle, le poste s'employait notamment à publier des articles dans les journaux parisiens les plus influents, tâche qui était du ressort de L. Chodźko. Le poste générait des frais considérables amplifiant les dépenses du gouvernement, forçant A. J. Czartoryski à des tentatives d'imposer une discipline aux missionnaires polonais³⁹.

³⁶ *Ibidem*, p. 440; A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 175.

³⁷ J. Dutkiewicz, *op. cit.*, p. 441; A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 176.

³⁸ J. Dutkiewicz, *op. cit.*, p. 445.

³⁹ A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 217 *passim*.

L'ambassadeur du Gouvernement National en Angleterre était un jeune noble, Aleksander Wielopolski. Il succédait à Leon Sapieha qui, d'une façon assez informelle, avait engagé des pourparlers avec des politiques anglais, dont lord Grey. Tout comme la rencontre de Wielopolski avec Palmerson, au début de 1831, aucun de ses entretiens n'a jamais apporté de promesses concrètes à la cause polonaise. Les Anglais cherchaient toujours à résoudre la question de la Grèce et de la Belgique qui, à ce moment précis, était sans doute prioritaire dans la politique européenne des puissances. J. Dutkiewicz va même jusqu'à dire que «la cause polonaise semblait exotique à la Grande Bretagne»⁴⁰. Comme cela avait été le cas dans d'autres pays européens (Prusse, Saxe, France), les réactions des politiques étaient totalement différentes de celles de l'opinion publique, ce dont témoignaient les nombreuses publications de presse, brochures et démonstrations organisées en faveur des insurgés polonais, ainsi que la bienveillance ouvertement manifestée par les Européens pour leurs combats contre la Russie. Afin de raffermir la présence polonaise à Londres, le Gouvernement National a entrepris, en août 1831, d'y envoyer Julian Ursyn Niemcewicz. A son tour, Niemcewicz s'est entretenu avec Palmerson et d'autres politiques britanniques. En guise de commentaire, citons, une fois encore, les paroles – ô combien évocatrices – de Dutkiewicz: «Niemcewicz n'apercevait, venant des ministres anglais, rien qu'une bienveillance polie»⁴¹. Il trouvait que Palmerson mettait en exécution la politique britannique de manière à ne pas transgresser les résolutions du congrès de Vienne, alors que l'insurrection de novembre cherchait, la main armée, à introduire des changements politiques majeurs en Europe.

Les deux premières insurrections nationales – celles de Kościuszko et de novembre – se sont terminées par un échec complet. La première a débouché, en 1795, sur le troisième partage de la République de Pologne. Suite à la deuxième, les Polonais n'ont pas réussi à rendre indépendant le territoire du Royaume de Pologne, accepté lors du congrès de Vienne, et à le sortir du joug de la Russie. Le soulèvement de janvier 1863, dont les Polonais célèbrent le 150 anniversaire, était une lutte pour le maintien de la polonité, contre la russification d'une part, et pour une Patrie libre, de l'autre. Compte tenu des circonstances politiques et diplomatiques particulières, l'insurrection de janvier mérite une étude à part dans l'histoire de la diplomatie du gouvernement national polonais.

Les historiens polonais, tels W. Tokarz, M. Kukiel, St. Herbst, J. Dutkiewicz, A. Zahorski, K. Kocój, J. Skowronek, Wł. Zajewski ou S. Kieniewicz, ont effectué des travaux de recherche extrêmement fiables et posé des hypothèses qui restent d'actualité de nos jours.

⁴⁰ J. Dutkiewicz,....p. 450.

⁴¹ *Ibidem*, p... 452.